



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**











---

**Fourniture et travaux de pose de groupes  
électrogènes pour Rennes Métropole**

---

**Rennes Métropole**  
4 Avenue Henri Fréville  
CS 93111  
35031 RENNES CEDEX  
Tél : 0299866530

**L'ESSENTIEL DU CONTRAT**

	<b>Objet</b>	Fourniture et travaux de pose des groupes électrogènes de l'Usine de Valorisation Énergétique de Rennes Métropole
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	12 mois
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

**ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES** ..... ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

<u>1.1 - Objet du marché</u> .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</b> .....	<b>6</b>
1.1 - Objet du marché .....	6
1.2 - Décomposition en tranches et en phases .....	6
1.3 - Égalité Femme-Homme et lutte contre toutes les discriminations .....	6
1.4 - Forme et adresse des notifications .....	7
1.5 - Emploi de la langue française .....	7
1.6 - Unité monétaire .....	7
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b> .....	<b>7</b>
2.1 - PIÈCES CONTRACTUELLES .....	7
2.2 - PIÈCES À CARACTÈRE INFORMATIF .....	9
<b>ARTICLE 3 - INTERVENANTS</b> .....	<b>9</b>
3.1 - Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage .....	9
3.2 - Titulaire .....	9
3.3 - Contrôle technique.....	9
<b>ARTICLE 4 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ</b> .....	<b>10</b>
4.1 - Émission et exécution des ordres de service .....	11
4.1.1 - Émission des ordres de service .....	11
4.1.2 - Exécution des ordres de service .....	12
<b>ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE LIÉES AUX INTERVENTIONS SUR LES INSTALLATIONS EXISTANTES....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNEES ET CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>12</b>
6.1 - Dispositions générales.....	12
6.2 - Dispositions spécifiques concernant les données personnelles .....	12
<b>ARTICLE 7 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION</b> .....	<b>13</b>
7.1 - Délai global .....	13
7.2 - Délais d'exécution .....	13
7.3 - Intempéries .....	13
<b>ARTICLE 8 - PRIX</b> .....	<b>14</b>
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	14
8.2 - Variation dans les prix .....	15
8.3 - Règlement des comptes .....	16
8.3.1 Mode de règlement.....	16
8.3.2 Présentation des demandes de paiement.....	16
8.3.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	17

8.3.4	Dérogation aux modalités d'établissement du décompte général en cas de carence du Maître d'ouvrage.....	18
8.4	Sous-traitants .....	18
8.4.1	Désignation des sous-traitants .....	18
8.4.2	Paielements de(s) sous-traitant(s).....	19
<b>ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>		<b>20</b>
9.1	Retenue de garantie .....	20
9.2	Avance .....	21
<b>ARTICLE 10 - PENALITES.....</b>		<b>22</b>
10.1	Pénalités de retard en lien avec le délai global .....	22
10.2	Pénalités de retard sur des délais partiels .....	23
10.3	Pénalités de retard liée aux documents à remettre .....	23
10.4	Pénalités pour travail dissimulé .....	23
10.5	Pénalités pour non-respect des dispositions du PGC .....	23
10.6	Pénalités pour non-respect des obligations pour l'hébergement de ses salariés.....	23
<b>ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>		<b>24</b>
11.1	Période de préparation – programme d'exécution des travaux .....	24
11.2	Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages .....	24
11.3	Dépassement du montant du marché.....	24
11.4	Recommandations concernant le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain .....	24
<b>ARTICLE 12 - CONTRÔLES, RÉCEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX.....</b>		<b>25</b>
12.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	25
12.2	Réception .....	25
12.3	Délai de garantie .....	25
12.4	Garanties particulières .....	25
12.5	Assurances .....	25
12.6	Documents fournis après exécution .....	25
<b>ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>		<b>25</b>
13.1	Application du CCAG.....	25
13.2	Précisions spécifiques.....	25
13.3	Finalités et besoins d'utilisation des résultats.....	26
13.4	Régime de confidentialité.....	26
13.5	Connaissances antérieures mises à disposition par Rennes Métropole.....	26
13.6	Livrables et formats .....	26
13.7	Modalités relatives aux redevances.....	26

13.8 - Garanties spécifiques .....	26
13.9 - Cas de la sous-traitance .....	26
<b>ARTICLE 14 - REEXAMEN DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>27</b>
14.1 - Remplacement du titulaire en cours d'exécution du marché .....	27
14.2 - Evolution négative des index de référence pour le calcul du coefficient de révision des prix du marché 28	
14.3 - Disparition d'un indice de révision des prix .....	28
14.4 - Protocole transactionnel .....	28
14.5 - Prestations supplémentaires devenues nécessaires à la réalisation de l'objet du marché suite à la découverte de pollution dans les terres à excaver .....	28
<b>ARTICLE 15 - RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL .....</b>	<b>28</b>
15.1 - Lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs .....	28
15.1.1 - Désignation d'un représentant du titulaire .....	28
15.1.2 - Documents à produire.....	29
15.1.3 - Obligation d'affichage .....	29
15.2 - Lutte contre le travail illégal et la sous-traitance occulte .....	29
15.3 - Obligation du titulaire en termes d'hébergement de ses salariés .....	30
15.4 - Justificatifs fiscaux et sociaux à produire en cours d'exécution du marché .....	30
<b>ARTICLE 16 - RESILIATION .....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 17 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>31</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - Objet du marché

Les prestations du présent marché ont pour objet : **La fourniture et les travaux de pose des groupes électrogènes de l'Usine de Valorisation Énergétique de Rennes Métropole.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution : Avenue du Bois Labbé, 35000 Rennes - FRANCE

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, et sauf indication contraire émanant du titulaire, ce dernier est réputé faire élection de domicile à l'adresse mentionnée dans l'article 1 « contractant » de l'acte d'engagement où, à défaut, à son siège social.

### 1.2 - Décomposition en tranches et en phases

Le présent marché n'est pas un marché à tranche optionnelles au sens des articles R.2113-4 et R. 2113-5 du code de la commande publique.

Les prestations ne sont pas décomposées en phases techniques.

### 1.3 - Égalité Femme-Homme et lutte contre toutes les discriminations

MIEUX NOUS CONNAÎTRE :

Depuis 1989, Rennes Métropole, la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rennes sont engagés en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant vers l'externe qu'à l'interne, en tant qu'employeurs. Détentrices depuis 2008 du label Égalité Professionnelle (réévalué régulièrement et renouvelé en 2018) et dotées d'un plan de lutte contre les discriminations (LCD) depuis 2010, les collectivités se sont engagées à une exemplarité, à relayer et inciter tous les partenaires économiques du territoire vers cette démarche, via les achats publics notamment. Ainsi, les candidats aux consultations marchés publics des trois collectivités devront s'assurer qu'ils :

- ▶ Respectent leurs obligations en matière d'égalité professionnelle. (Article 16 de la loi du 4 août 2014)
- ▶ Ne sont pas condamnées pour des motifs liés à la discrimination (art. 225-1 du Code pénal) et pour le non-respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (art L1146-1 du Code du travail)
- ▶ Mettent en place (pour les entreprises de plus de 50 salarié.e.s) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

## 1.4 - Forme et adresse des notifications

Les notifications de l'acheteur au titulaire sont valablement effectuées soit à l'adresse postale d'élection de domicile, soit par remise en main propre contre récépissé, soit à l'adresse électronique renseignée à l'article 2 de l'acte d'engagement. En cas de notification par voie électronique, celle-ci est réputée reçue à la date de son envoi. Soit via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

La date et l'heure de l'accusé de réception/remise, ou le cas échéant la date à laquelle le Titulaire est réputé avoir reçu la notification, constitue le fait qui sert de point de départ aux délais qui courent dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG Travaux.

## 1.5 - Emploi de la langue française

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 1.6 - Unité monétaire

La monnaie de compte du marché est l'euro. Toutes les demandes de paiement du titulaire ainsi que toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants doivent être établies dans cette même monnaie de compte : l'euro.

Le prix libellé dans le marché reste inchangé en cas de variation de change.

# ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

## 2.1 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, l'ordre de priorité des pièces contractuelles du marché est le suivant :

**Pièce n°1** - l'Acte d'Engagement et ses annexes (dont DPGF)

**Pièce n°2** - le planning d'exécution des prestations,

**Pièce n°3** - le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :

- **Annexe 1** : Procédure de codification et de circulation des documents

**Pièce n°4** - le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 modifié,

**Pièce n°5** - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :

- ABB TEC CO 1 001 Schéma d'architecture SCC
- ABB\_TEC\_ES\_1\_005\_D - Schéma Unifilaire général – HTA
- ABB\_TEC\_ES\_1\_006\_D - Schéma Unifilaire général – BT
- PLANS ANCIENNE INSTALLATION
- 1VCE025796T0503 (H05)\_ABB TEC EL P 235

- 2021 10 15\_APA n°44651
- ABB TEC EL 1 130 A - Tableau HTA 20kV Dessin dimensionnels et schema unifilaire
- ABB TEC EL 1 135 A Schema eletrique Unit H05
- ABB TEC EL P 185\_ARMOIRE HA88007\_RevC00
- ABB\_TEC\_NT\_1\_041\_D - Analyse fonctionnelle - système électrique HTA
- CEX - OUE-RP-2021-002529 - 35 - UVE Villejean (1)
- DAN\_PRJ\_RD\_1\_004\_E13\_RES\_DIVERS (1)
- FIS\_EXT\_GE\_1\_097\_B-PLAN D'IMPLANTATION-ZONE EXT (1)
- FIS\_PRJ\_EL\_1\_001\_L01 Bilan des puissances électriques\_GE
- FISVAESC1160D\_FIS\_VAE\_SC\_1\_160\_D - PFD et Bilans Energie du Cycle Thermique
- Marché GE - Spécifications générales d'électricité (1)
- PAU PRJ PG 1 003 C Plan masse archit

**Pièce n°6** - les fascicules du Cahier des Clauses techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux,

**Pièce n°7** - les normes et agréments techniques mentionnés dans les documents du présent marché (CCTG, CCTP et le cas échéant CCAG)

**Pièce n°8** - le mémoire technique de l'entreprise

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Cette disposition, consécutive à l'ordre de priorité des pièces du marché est d'application générale sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît la plus logique sera alors appliquée même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire.

En outre, les mesures arrêtées par le coordonnateur sécurité pour prévenir les risques en matière de sécurité des personnes liées à la co-activité prévalent sur les dispositions contraires figurant au CCTP.

À l'exception des normes qui sont applicables dans les conditions définies à l'article 23.1 du CCAG-travaux, les autres documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tels que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché ».

NB : En cas de modification de l'une de ces pièces de référence générale entre le mois d'établissement des prix et le mois d'exécution des prestations, le titulaire en informe par écrit et dans les plus brefs délais le Maître d'ouvrage en lui précisant, le cas échéant, les incidences de ces modifications sur les conditions d'exécution du marché.

Au vu des informations fournies par le titulaire, le Maître d'ouvrage décide d'appliquer ou non les nouvelles pièces. Sa décision est alors notifiée au Titulaire.



## 2.2 - PIÈCES À CARACTÈRE INFORMATIF

- ▶ Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC élaboré par le Coordonnateur Sécurité en application des dispositions de l'article L. 4532-8 du code du travail

Il est joint en annexe au présent DCE.

## ARTICLE 3 - INTERVENANTS

### 3.1 - Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Rennes Métropole est l'Acheteur dans le cadre de ce marché.

### 3.2 - Titulaire

Le titulaire du marché est celui identifié dans l'acte d'engagement.

Le titulaire fait élection de domicile à l'adresse indiquée à l'article 1 de l'acte d'engagement ou, à défaut d'indication, à l'adresse de son siège social. Toute modification de cette adresse devra être notifiée à l'acheteur dans un délai de quinze jours.

### 3.3 - Contrôle technique

Pour permettre au Contrôleur Technique d'assurer sa mission, le Titulaire a l'obligation de transmettre à celui-ci les plans et documents de conception et d'exécution pour tous les ouvrages et les éléments d'équipement sur lesquels porte la mission de contrôle, à savoir, par mission : Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à :

- ▶ Mission de type LP: solidité des ouvrages et des éléments d'équipements dissociables et indissociables.
- ▶ Mission de type LE : solidité des existants
- ▶ Mission de type Av : stabilité des ouvrages avoisinants
- ▶ Mission de type STI-I : sécurité des personnes dans les bâtiments industriels,
- ▶ Mission de type SEI : sécurité des personnes dans les ERP et les IGH
- ▶ Mission de type Ps : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- ▶ Mission de type PV : récolement des procès-verbaux d'essais de réception des équipements et avis sur ces PV
- ▶ Mission de type ENV : risques d'incendie ou d'explosion visés par la législation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- ▶ Réalisation de la mission de vérification initiale des installations électriques définies au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pour les installations ayant fait l'objet de travaux
- ▶ Réalisation de la mission de vérification de la conformité CE (au sens du Code du Travail) :
  - > Des machines et équipements de travail élémentaire concernés par les travaux de la présente opération,
  - > Des sous-ensembles et ensembles fonctionnels associant plusieurs machines ou équipements de travail concernés par les travaux de la présente opération
- ▶ Mission ATEX :

- > Classement et délimitation des zones à risques d'explosion
- > Audit d'adéquation des équipements électriques et mécaniques des entreprises par rapport au zonage
- > Récolement des certificats de capacité
- > Assistance à l'élaboration du DRPE (document relatif à la protection contre les explosions)
- > Mission foudre : vérification de la mise en œuvre des protections définies dans l'étude de protection

Le détail du contenu de ces missions est fixé dans le CCTG relatif aux marchés publics de contrôle technique visé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.

L'entreprise SOCOTEC a été retenue pour cette mission de contrôle technique.

## ARTICLE 4 - Hygiène et sécurité

Le Coordonnateur SPS, le responsable HSE et le Maître d'Ouvrage disposent des moyens suivants :

- ▶ Libre accès du coordonnateur SPS et du responsable HSE au chantier à tous moments.
- ▶ Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS et du responsable HSE :
  - > L'ensemble des PPSPS à fournir au titre du projet,
  - > Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs y compris ceux nécessaires à la constitution du DIUO,
  - > La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
  - > Dans les 10 jours qui suivent l'ordre de service d'AUTORISATION D'INTERVENTION SUR SITE, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
  - > Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants (y compris prestataires, fournisseurs...) quel que soit leur rang. Il tient à leur disposition une copie des contrats de sous-traitances (avec leurs annexes),
  - > Les cahiers de chantier établis, en format dématérialisé, par chacune des entreprises sous-traitantes quel que soit leur rang. Ils font figurer au minimum les informations suivantes :
    - Nom de l'entreprise rédactrice,
    - Effectifs de cette entreprise par catégories de personnels,
    - Matériels mis en œuvre,
    - Liste des sous-traitants présents,
    - Liste des tâches en cours avec désignation de la tâche ou de l'atelier, localisation, affectation des effectifs et des moyens et état d'avancement,
    - Gestion des intempéries,
  - > Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur Sécurité, y compris pour les entreprises étrangères, les certifications et permis requis pour la bonne exécution des travaux à réaliser.
  - > La copie des déclarations d'accident du travail.

Le Titulaire transmet par écrit au coordonnateur SPS et au responsable HSE au plus tôt et avant toute nouvelle période d'intervention sur site :

- ▶ La date d'intervention sur site
- ▶ La durée prévisible de la ou des interventions
- ▶ Le nombre prévisible de salariés devant intervenir
- ▶ Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention
- ▶ Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs le coordonnateur SPS et au responsable HSE de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur Sécurité, le responsable HSE et les intervenants, définies dans l'Annexe 1 "Procédure de codification, de présentation et de circulation des documents".

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans le PGC du présent marché et ses modifications ultérieures.

Le Titulaire informe le Coordonnateur Sécurité, le responsable HSE ainsi que la Maîtrise d'Ouvrage de:

- ▶ Toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,
- ▶ Ses interventions dans le cadre du délai de garantie de parfait achèvement prévu à l'article 44 du CCAG Travaux.

Le Titulaire donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du Coordonnateur Sécurité, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

Le Titulaire assiste à la demande du Coordonnateur SPS et/ou du responsable HSE à l'inspection commune des lieux de travail et plus généralement à toutes les réunions pour lesquelles le Coordonnateur SPS et/ou le responsable HSE requiert sa présence. Toute absence expose le Titulaire à l'application des pénalités prévues au CCAP.

Le Titulaire communique au Coordonnateur SPS et/ou du responsable HSE sur demande et dans les délais précisés à cet effet tous documents et informations nécessaires à la mise en place de la coordination générale. Tout retard expose le Titulaire à l'application des pénalités prévues au CCAP.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée.

L'entreprise SOCOTEC a été retenue pour cette mission de coordination sécurité.

Le présent marché est soumis aux dispositions prévues aux articles R.4532-1 à R.4532-98 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n°2008-244 du 7/03/2008 modifié.

## 4.1 - Émission et exécution des ordres de service

### 4.1.1 - Émission des ordres de service

Conformément aux articles 2 et 3.8.1 du CCAG travaux, l'émission des ordres de services relève de la compétence du Maître d'ouvrage.

#### 4.1.2 - Exécution des ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, l'absence de transmission au titulaire de toute justification pour les ordres de service entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant ne peut pas justifier un refus d'exécution de la part du titulaire.

## **ARTICLE 5 - Obligations du Titulaire liées aux interventions sur les installations existantes**

Le Titulaire doit prendre en compte les contraintes de réalisation liées au contexte de l'exécution de ses prestations, c'est-à-dire à l'exécution de prestations après la résiliation successive de deux des membres du groupement initialement Titulaire du marché de conception-réalisation.

Le Titulaire fera son maximum pour exécuter ces prestations dans les plus brefs délais et au plus tard dans le respect des délais mentionnés à l'Acte d'Engagement, et selon le planning annexé à ce CCAP. Le Titulaire est tenu d'informer l'Acheteur avant toute opération susceptible d'avoir une incidence sur le fonctionnement des installations actuelles et des réseaux existants.

Le non-respect des délais est sanctionné de pénalités mentionnées dans le présent CCAP.

## **ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNEES ET CONFIDENTIALITE**

### **6.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire est autorisé à utiliser les données qui lui sont fournies par le Maître d'ouvrage dans le marché ou en cours d'exécution de ses prestations et à les stocker dans ses banques de données pour la durée du marché, dans des conditions permettant d'en garantir la confidentialité et l'intégrité.

Ce droit d'utilisation accordé à titre non exclusif ne peut être cédé ou concédé à un tiers sans l'autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer ces données qu'aux seules personnes intervenant pour son compte, dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à restituer l'ensemble de ces données et à ne faire aucune reproduction non autorisée expressément par le Maître d'ouvrage.

En cas d'utilisation d'infrastructures informatiques de stockage « distants » (plateforme collaborative, Drive, cloud ...), la totalité de ces données stockées sur ces serveurs délocalisés doit être supprimé au terme du marché

Le Titulaire veille également à ce que ses sous-traitants et plus généralement toutes les personnes intervenant pour son compte, respectent les mêmes obligations concernant ces mêmes données auxquelles ils peuvent avoir accès dans le cadre de l'exécution de leurs prestations

### **6.2 - Dispositions spécifiques concernant les données personnelles**

L'exécution des prestations du présent marché rentre dans le champ des obligations découlant du Règlement (UE) du 27/04/2019 et de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 2018-493 du 20/06/2018.

À ce titre, l'utilisation des données à caractère personnel détenues par le Maître d'ouvrage et auxquelles le titulaire peut avoir accès, doit être strictement limitée aux besoins liés à l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire doit les traiter conformément aux instructions du maître d'ouvrage et en assurer la confidentialité et l'intégrité.

Il doit éviter de faire apparaître dans les documents qu'il produit toute mention relative à l'identité des personnes physiques et veiller à leur effacement sur les documents qu'il conserve.

En outre, si en cours d'exécution du marché le titulaire doit avoir accès à d'autres données personnelles conservées par le Maître d'ouvrage, il doit lui en faire part afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences réglementaires.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à restituer au Maître d'ouvrage l'ensemble de ces données et à effacer celles stockées sur ses serveurs délocalisés.

Un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Maître d'ouvrage devra être établi par le titulaire employant plus de 250 salariés. Ce registre doit être communiqué sans délai sur demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire communique au Maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Il veille également à ce que ses sous-traitants et plus généralement toutes les personnes intervenant pour son compte, respectent les mêmes obligations concernant ces mêmes données auxquelles ils peuvent avoir accès dans le cadre de l'exécution de leurs prestations.

## ARTICLE 7 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION

### 7.1 - Délai global

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 12 mois maximum, hors période de garantie.

Le marché démarre à sa notification et sa durée est de 12 mois maximum.

### 7.2 - Délais d'exécution

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

### 7.3 - Intempéries

En cas d'intempéries, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les limites ci-dessous.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Pluie	15 mm en 4 heures	Entre 6h et 18h
Gel	0° sous abri	Entre 6h et 18h
Vent	60 km/h	Entre 6h et 18h
Neige	10 cm	En 24h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : RENNES-ST JACQUES.

Les travaux se déroulant en grande partie dans le bâtiment existant, la prolongation du fait d'intempéries ne pourra être actée qu'après démonstration par le Titulaire d'un impact des intempéries sur le déroulement des travaux, et après acceptation du Maître d'Ouvrage.

Elle ne s'applique pas pour la partie étude et pour la portion de travaux situés à l'intérieur des bâtiments couverts sauf s'ils nécessitent, au préalable la réalisation de travaux externes, ou si les conditions rendent impossible un accès normal aux installations.

Les journées de gel ne sont à prendre en compte que pour le coulage du béton.

Le phénomène « vent » n'est à prendre en compte que lors de la présence d'une grue en fonctionnement sur le chantier.

Seules les journées réellement constatées au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries sont prises en compte.

Le délai d'exécution des travaux sera également prolongé en cas d'intempéries entraînant un arrêt de travail en application des dispositions législatives figurant aux articles L 5424-6 ; L 5424-8 à L 5424-15 et L 5424-18 du code du travail.

Les intempéries doivent faire l'objet de relevés à l'initiative du Titulaire, après en avoir informé le représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Seuls les relevés effectués sur site en temps utile font foi. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation de délai.

La décision unilatérale pouvoir adjudicateur de prolonger le délai d'exécution du fait des intempéries non réglementaires est notifiée au Titulaire par Ordre de service du maître d'ouvrage.

## ARTICLE 8 - PRIX

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application, hors TVA, des prix à caractère global et forfaitaire dont le libellé est donné par la décomposition du prix global et forfaitaire. Les quantités mentionnées le cas échéant n'ont qu'une valeur indicative.

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux de 2021, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- ▶ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- ▶ des intempéries
- ▶ des phénomènes naturels ;
- ▶ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ▶ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- ▶ des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement,
- ▶ de la localisation des travaux à l'intérieur de zones maintenues

- ▶ du phasage dans le temps des travaux
- ▶ des dépenses liées aux piquetages nécessaires à la réalisation des ouvrages,
- ▶ des dépenses nécessaires pour la réalisation d'ouvrages répondant en tous points aux obligations contractuelles et à l'usage auxquels ils sont destinés dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### **Éco-contribution AGECE**

Le titulaire atteste avoir pris en compte, dans les prix de son offre, l'éco-contribution prévue par les articles L. 541-10 et suivants du code de l'environnement, applicable aux produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment mis en œuvre dans le cadre du présent marché. Cette éco-contribution, instituée par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, est due par les producteurs de produits et matériaux de construction pour financer la prévention et la gestion des déchets issus de ces produits. Le champ d'application de cette obligation est précisé par l'avis du 10 décembre 2022 (NOR : TREP2232096V). Le titulaire s'engage à fournir, à la demande de l'acheteur, les justificatifs attestant de la prise en compte de cette éco-contribution dans la formation de ses prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage (hormis installations de chantier de type base vie – hors bungalow éventuel outillage à la charge du titulaire – et consommations de chantier (électricité et eau)).

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles. Ces dispositions s'appliquent pour tous les sous-traitants quel que soit leur rang.

## **8.2 - Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux, la date d'établissement du prix correspond au mois précédant la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m0 ».

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.1 \text{ ING } (d-3) / \text{ING } (o)) + (0.7 \text{ ICHT-IME } (d-3) / \text{ICHT-IME } (o)) + (0.1 \text{ FSD2 } (d-3) / \text{FSD2 } (o)) + (0.1 \text{ 010765839 } (d-3) / \text{010765839 } (o))]$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'actualisation définitive sera calculée sur la base de la dernière valeur connue de l'index correspondant.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
ICT-IME	Industries mécaniques et électriques
FSD2	(Indice de remplacement du PSDB, PSDC, et PSDT)
010765839	Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 24.10 - Tôles quarto et autres produits plats en aciers non alliés de qualité

## 8.3 - Règlement des comptes

### 8.3.1 Mode de règlement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le marché donne lieu au versement d'acomptes mensuels.

Le titulaire doit impérativement adresser 10 jours avant la fin du mois au Maître d'ouvrage une pré-situation mensuelle pour celui-ci l'analyse et lui fasse un retour qui déposera la facture dans CHORUS PRO sur la base de ce retour.

Le mode de règlement des sommes dues au titre du marché est le virement administratif.

### 8.3.2 Présentation des demandes de paiement

Nonobstant l'exigence d'une pré-situation mensuelle, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;



8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires (Le titulaire du marché intègre obligatoirement le coût de l'éco-contribution AGEC dans les prix unitaires et forfaitaires de ses factures).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique sur CHORUS PRO

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 24350013900189

### 8.3.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires

#### **Délai de paiement**

Les sommes dues au Titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- ▶ Pour l'avance, la date de réception de la garantie bancaire à première demande.
- ▶ Pour le remboursement des sommes prélevées au titre de la retenue de garantie
  - > En application de l'article R. 2191-35 du Code de la commande publique, en cas d'exécution normale : la date d'expiration du délai de garantie.
  - > Si des réserves ont été notifiées au titulaire pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai : la date de leur levée.
  - > En cas de constitution d'une garantie bancaire à première demande par le Titulaire en cours d'exécution du marché : la date de réception de cette garantie.
- ▶ Pour les acomptes dus au Titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le Maître d'ouvrage des situations de travaux (projets de décompte et des pièces annexées), qui doivent lui être adressées par le Titulaire sur CHORUS qui permet d'attester une date certaine de leur réception.
- ▶ Pour le solde, la date de notification au Maître d'ouvrage du décompte général signé par le Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 12.4.3 du CCAG travaux.

À défaut de toute transmission, dans un délai de 30 jours, du Décompte Général et Définitif revêtu de sa signature ou des réserves chiffrées présentant les motifs argumentés de refus de sa signature, le Titulaire est réputé avoir accepté le Décompte Général et Définitif, sa date d'acceptation correspondant alors au 1er jour suivant le terme de ce délai.

La suspension du délai de paiement ne peut intervenir qu'une seule fois avant l'ordonnancement de la dépense si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat, notamment si l'état d'avancement d'exécution des prestations n'est pas respecté, ou si les documents exigés ne sont pas fournis.

## Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies dans les articles R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

### 8.3.4 Dérogation aux modalités d'établissement du décompte général en cas de carence du Maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, les stipulations suivantes s'appliquent en cas de non-respect par Rennes Métropole des délais de notification du décompte général :

Si Rennes Métropole n'a pas notifié le décompte général dans les délais prévus à l'article 12.4.2 du CCAG, le Titulaire peut lui adresser une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de produire le décompte général dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette mise en demeure.

À défaut de notification du décompte général dans le délai d'un mois mentionné ci-dessus, le Titulaire doit saisir Rennes Métropole d'un mémoire en réclamation conformément à l'article 55.1 du CCAG, aux fins de constater le différend relatif à l'absence de production du décompte général.

Cette saisine ouvre un nouveau délai d'un (1) mois à Rennes Métropole pour établir et notifier le décompte général au Titulaire.

Si, à l'expiration de ce second délai d'un mois, Rennes Métropole n'a toujours pas notifié le décompte général, le Titulaire peut saisir le juge administratif dans les conditions prévues à l'article 55.3 du CCAG.

## 8.4 - Sous-traitants

### 8.4.1 Désignation des sous-traitants

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant désigné à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement (ST rang 1) ou garanties de paiement (ST rang 2 et plus sachant que le pouvoir adjudicateur refuse la délégation de paiement) par le Maître d'Ouvrage.

Pour les sous-traitants désignés dans l'offre en annexe à l'Acte d'Engagement, la notification du marché emporte acceptation et agrément de leurs conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage, sauf refus explicite de celui-ci.

Le Titulaire fournit avec son offre une déclaration mentionnant :

- ▶ La nature des prestations sous-traitées
- ▶ Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- ▶ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- ▶ Les conditions de paiement et modalités de variation des prix
- ▶ Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie
- ▶ Justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières selon l'arrêté du 22 mars 2019
- ▶ Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion (articles L. 2141-1 à L. 2141-11).

L'acheteur vérifie si le montant de la sous-traitance n'est pas anormalement bas (article R. 2193-9).

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4). Le Titulaire fournit dans ou avec le DC4 les éléments suivants :

- ▶ La nature des prestations sous-traitées
- ▶ Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- ▶ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- ▶ Les conditions de paiement et modalités de variation des prix
- ▶ Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie
- ▶ Justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières selon l'arrêté du 22 mars 2019
- ▶ Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion (articles L. 2141-1 à L. 2141-11).
- ▶ Une Attestation ou mainlevée du bénéficiaire en cas de cession ou nantissement de créances

L'acheteur vérifie si le montant de la sous-traitance n'est pas anormalement bas (article R. 2193-9).

L'acceptation intervient soit par signature de l'acte spécial, soit par acceptation tacite après 21 jours de silence de l'acheteur (article R2193-4).

Toute modification du montant des prestations sous-traitées en cours d'exécution du Marché, est constatée par un acte modificatif (formulaire DC4) signé par le Titulaire et le Sous-traitant. L'acceptation intervient soit par signature de l'acte spécial, soit par acceptation tacite après 21 jours de silence de l'acheteur (article R2193-4).

L'accord du Maître d'ouvrage sur la sous-traitance sera accordé sur la base :

- ▶ Des références présentées par le sous-traitant pour des prestations de nature et d'importance similaires à celles pour lesquelles il est pressenti,
- ▶ De la qualité des matériels et équipements dont la mise en œuvre est prévue et de leur compatibilité avec les équipements et matériels existants, le cas échéant,
- ▶ De l'engagement du sous-traitant sur la qualité et la célérité de son service après-vente,

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et des dispositions du Code de la commande publique sur la sous-traitance, y compris pour les sous-traitants étrangers.

Il s'assure également que ses sous-traitants satisfassent aux obligations définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 ; L. 5212-9 à L. 5212-11 ; L. 5214-1 et R. 5213-39 du code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés.

#### **8.4.2 Paiements de(s) sous-traitant(s)**

##### **▶ Sous-traitants directs de Le Titulaire**

Après acceptation et agrément de leurs conditions de paiement et sous réserve que le montant des prestations dues à chacun des sous-traitants soit supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'Article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, la procédure de paiement direct devra être mise en œuvre.

À cet effet, le Titulaire veille à ce que le sous-traitant admis au paiement direct lui adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès de lui contre récépissé. Le sous-traitant adresse une copie à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'alinéa précédent pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Le Titulaire établit une attestation pour chaque sous-traitant dont le paiement est accepté.

Cette attestation jointe en double exemplaire à la situation de travaux est signée par le Titulaire.

Elle indique la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné en précisant :

- > Les montants mensuels et cumulés à prix de base,
- > Les montants mensuels et cumulés des variations de prix en détaillant leur mode de calcul (index de référence pris en compte) et en précisant leur statut (provisoire ou définitif).

Ces attestations valent, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie de décompte qui lui est assignée.

En aucun cas, les conditions de paiement de sous-traitants ne pourront remettre en cause les termes de l'échéancier de paiement du Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués dans les conditions précitées, le Titulaire et ses sous-traitants faisant leur affaire de toutes contestations éventuelles sur les modalités définitives de répartition entre eux des sommes perçues au titre du contrat.

#### ► **Sous-traitants de rang 2**

Ne pouvant bénéficier de la procédure de paiement direct précitée, ils bénéficient d'une garantie de paiement sous la forme d'une caution.

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir auprès de ses propres sous-traitants les justificatifs de délivrance de ces garanties de paiement (copie du contrat de caution ou de délégation de paiement).

Ces justificatifs devront être produits au Maître d'Ouvrage à sa demande.

#### ► **Réclamation d'un sous-traitant**

Le sous-traitant de premier rang, accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, adresse sa demande de paiement au titulaire du marché.

Si le titulaire ne lui oppose pas un refus motivé dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette demande, le sous-traitant transmet sa demande à Rennes Métropole, accompagnée des pièces justificatives et de la preuve de la transmission préalable au titulaire.

Lorsqu'un sous-traitant saisit Rennes Métropole d'une telle demande de paiement direct, Rennes Métropole peut, dans l'attente de la résolution du différend, retenir provisoirement sur les sommes restant dues au titulaire un montant proportionné aux sommes réclamées. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

## **ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1 - Retenue de garantie**

Il est prévu une retenue de garantie fixée à 5 % (cinq pour cent) du montant TTC de chaque acompte dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique ou par une caution bancaire.

► **Constitution de la garantie :**

Elle doit être constituée pour un montant équivalent à celui de la retenue de garantie.

Elle doit être constituée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au 1er acompte à payer au titre du présent contrat.

À défaut de constitution à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au 1er acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à cet acompte sera prélevée.

Les frais de constitution de la garantie à première demande ou de la caution bancaire sont à la charge du Titulaire.

► **Libération :**

► La retenue de garantie est remboursée en une seule fois pour l'ensemble du marché, à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de 2 ans conformément à l'article 44 du CCAG des marchés publics de travaux.

► NB : La retenue de garantie est remboursée ou la garantie bancaire à première demande est libérée dans le délai de 1 mois qui suit l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration de ce délai, notifié par lettre recommandée au Titulaire ou à l'établissement ayant accordé sa garantie à première demande des réserves concernant les ouvrages à exécuter ou si les réserves ont été émises et levées en totalité avant l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie est remboursée ou la garantie à première demande est libérée dans le délai de 1 mois qui suit la date de levée de ces réserves.

## 9.2 - Avance

C'est l'option B prévue au CCAG Travaux que le Maître d'Ouvrage retient.

Sauf indication contraire, et sous réserve du respect des conditions prévues à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, les prestations donnent lieu au versement d'une avance au profit du titulaire dont le montant est précisé dans l'acte d'engagement.

Si la durée prévue pour son exécution est supérieure à 12 mois, son montant est déterminé en appliquant le taux précité à une somme égale à 12 fois le montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct, et divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le versement de cette avance est toutefois conditionné à la constitution préalable d'une garantie bancaire à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas substituer à cette garantie bancaire à première demande une caution personnelle et solidaire.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement mentionné à l'article 8.3.3 du présent CCAP et compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations du marché ou à partir de la date effective de constitution de la garantie bancaire à 1ère demande qui lui est substituée si cette date est postérieure.

Le versement de l'avance est effectué sur le compte unique ou sur chacun des comptes séparés désignés dans l'acte d'engagement et dans ce cas c'est le montant des sommes à verser sur chaque compte qui sert de référence pour la détermination du montant de l'avance à verser à chacun.

Les paiements ainsi effectués par le Maître d'ouvrage sont libératoires vis à vis des entreprises, le mandataire faisant son affaire avec les autres membres du groupement de tout différent entre eux sur les modalités de répartition du montant de l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix et ne peut pas être modifié par avenant.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant TTC du marché ou, le cas échéant, de la tranche considérée.

Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

L'établissement ayant accordé la garantie à première demande en contre partie du versement de l'avance est libéré sur production par le Titulaire du décompte attestant que le montant total des prestations exécutées atteint 80 % TTC du marché.

Conformément à l'article R 2193-17 du code de la commande publique, une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants à paiement direct dès lors que le Titulaire a lui-même droit au versement de l'avance. Le montant de cette avance, les conditions de son versement et de son remboursement sont identiques à ceux définis ci-dessus pour le titulaire et sont appréciées en référence au montant des prestations confiées aux sous-traitants.

## **ARTICLE 10 - PENALITES**

Les dispositions de l'article 19.1 du CCAG Travaux sont applicables.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG travaux de 2021.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

Les plafonds de pénalités prévus au présent article sont cumulatifs. Le plafond de 2 % applicable aux pénalités de retard et le plafond de 1 % applicable aux pénalités pour retard dans la remise des documents s'appliquent de manière distincte et peuvent se cumuler.

### **10.1 - Pénalités de retard en lien avec le délai global**

Le délai global est le délai qui sépare la date de notification du marché à l'attributaire et la date de réception proposée par le titulaire.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Conformément au CCAG Travaux le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le montant hors taxes de l'ensemble du marché, est celui qui résulte des prévisions du marché initial éventuellement modifié. Il est évalué à partir du prix initial du marché hors taxes.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par ses conseils ATMO ou lui-même, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

## **10.2 - Pénalités de retard sur des délais partiels**

Les stipulations du présent article sont applicables pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

## **10.3 - Pénalités de retard liée aux documents à remettre**

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents réclamés au titre des dispositions du présent marché OU de retard du titulaire dans la remise de documents conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage met en œuvre une pénalité forfaitaire de 250 € par jour de retard (dont le montant total est plafonné à 1 % du montant HT du marché).

Les retenues provisoires sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées après la remise complète des documents.

## **10.4 - Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5 000,00TTC par infraction constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **10.5 - Pénalités pour non-respect des dispositions du PGC**

Si En cas de non-respect des dispositions du PGC, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 150,00TTC par infraction constatée.

## **10.6 - Pénalités pour non-respect des obligations pour l'hébergement de ses salariés**

Si En cas de non-respect des dispositions de l'article du présent CCAP relatif aux obligations du titulaire en termes d'hébergement de ses salariés, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5 000,00TTC par infraction constatée.

## ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 11.1 - Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

### 11.2 - Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, établis par le titulaire, sont soumis au visa du maître d'ouvrage et de ses assistants.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'ouvrage et de ses assistants.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

### 11.3 - Dépassement du montant du marché

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du montant des travaux du marché, le Titulaire doit aviser le Maître d'ouvrage au moins deux mois à l'avance de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel.

La poursuite des travaux par le Titulaire au-delà du montant du marché est subordonnée à une décision de poursuivre exprès notifiée au Titulaire par voie d'OS émis dans les conditions définies à l'article 4.1 -« Émission des ordres de service » et indiquant le nouveau montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis.

Les travaux exécutés au-delà de ce nouveau montant limite ne seront pas payés.

### 11.4 - Recommandations concernant le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain

En complément des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG-travaux, le titulaire doit :

- ▶ être identifiable facilement et à tout moment par le public grâce à la mention de sa raison sociale, son adresse et son numéro de téléphone sur le panneau de chantier mentionné à l'article 31.1.4 du CCAG-travaux,
- ▶ clore les installations de chantier par des dispositifs d'un modèle agréé par le Maître d'œuvre et adapté à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée,
- ▶ tenir en parfait état de propreté les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantier, y compris leurs aspects extérieurs : retrait de l'affichage et remise en peinture éventuellement,
- ▶ rendre identifiables facilement les véhicules et les engins de chantier, assurer leur bon aspect et leur entretien régulier. Leur propreté à la sortie du chantier doit faire l'objet d'une vérification et d'un dispositif appropriés,
- ▶ prendre toute disposition nécessaire pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Faute pour le titulaire de prendre les mesures nécessaires, le Maître d'œuvre prescrit par ordre de service l'exécution des prestations qui s'imposent et le délai dans lequel elles doivent être exécutées, sous peine d'une exécution aux frais et risques du titulaire.



## ARTICLE 12 - CONTRÔLES, RÉCEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

### 12.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais, contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage prévus le cas échéant par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont effectués selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 24 du CCAG Travaux de 2021 pour les Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves.

### 12.2 - Réception

Le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés au moins 15 jours avant la date pressentie.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-travaux relatives au déroulement des opérations de réception sont seules applicables.

Si certaines épreuves, mentionnées dans les pièces particulières du marché, ne peuvent être exécutées qu'après une durée déterminée de fonctionnement de l'ouvrage ou à des périodes de l'année définies, la réception est toujours prononcée sous réserve de résultats satisfaisants de ces épreuves.

### 12.3 - Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est fixé à 2 ans.

En complément des dispositions de l'article 44-1 du CCAG, il est expressément précisé que les éléments d'équipement rentrent dans le champ de cette garantie.

### 12.4 - Garanties particulières

Elles sont définies, le cas échéant, dans le CCTP et ont pour point de départ la date d'effet de la réception. Elles restent exigibles tant qu'elles ne sont pas atteintes.

### 12.5 - Assurances

Le titulaire et, en cas de groupement, chacun des membres du groupement doit justifier qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages corporels, matériels et immatériels causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution tant pendant la période construction qu'après l'achèvement des travaux au titre de l'obligation de parfait achèvement pendant le délai de garantie ou au titre des garanties particulières lorsque le CCTP en prévoit.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, les attestations doivent être fournies avant la signature du marché.

### 12.6 - Documents fournis après exécution

Ils sont définis au CCTP (art 4).

## ARTICLE 13 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 13.1 - Application du CCAG

Les droits de propriété intellectuelle sont régis par les dispositions du chapitre 6 (articles 45 à 48) du CCAG Travaux 2021.

### 13.2 - Précisions spécifiques

Compte tenu du contexte particulier de ce marché (finalisation de travaux suite à résiliation), le maître d'ouvrage confirme qu'il détient tous les droits nécessaires sur les études, plans et documents issus du

marché initial résilié. Ces éléments constituent des connaissances antérieures du maître d'ouvrage au sens de l'article 45.2 du CCAG Travaux 2021.

Le titulaire s'engage à respecter ces droits préexistants et à céder au maître d'ouvrage l'intégralité des droits sur les résultats qu'il produira dans le cadre du présent marché, conformément aux dispositions du CCAG.

### **13.3 - Finalités et besoins d'utilisation des résultats**

En application de l'article 48.1 du CCAG, les finalités d'utilisation des résultats comprennent :

- ▶ Usages : L'exploitation et la maintenance des travaux objet du présent marché, permettant d'assurer l'exploitation de l'UVE. Le droit d'usage des résultats vaut pour la totalité de la durée des droits d'auteur et le monde entier, pour les besoins et finalités d'utilisation du présent marché.
- ▶ Diffusion : L'usage des résultats nécessite leur diffusion à l'exploitant, aux organismes de contrôle et autres services déconcentrés de l'Etat, sur demande, afin de permettre le contrôle de la conformité de l'unité.
- ▶ Transfert : La possibilité de transférer les droits à tout organisme public ou prestataire bénéficiaire d'un transfert de compétence du maître d'ouvrage.

### **13.4 - Régime de confidentialité**

- ▶ Les résultats suivants sont soumis à confidentialité : aucun
- ▶ Durée de confidentialité : sans objet
- ▶ Exceptions permettant la communication : sans objet

### **13.5 - Connaissances antérieures mises à disposition par Rennes Métropole**

Le maître d'ouvrage met à disposition du titulaire les connaissances antérieures suivantes :

- ▶ L'ensemble des études et plans du marché initial résilié

Ces éléments sont mis à disposition uniquement pour l'exécution du présent marché et ne peuvent être utilisés à d'autres fins.

### **13.6 - Livrables et formats**

Le titulaire remettra :

- ▶ Pour les plans et documents techniques : fichiers natifs (DWG, RVT, etc.) et exports PDF
- ▶ Pour tout développement logiciel éventuel : codes sources, documentation technique et utilisateur
- ▶ Calendrier : remise au fur et à mesure de l'avancement et ensemble complet à la réception

### **13.7 - Modalités relatives aux redevances**

Compte tenu de la nature des prestations (achèvement de travaux), aucune exploitation commerciale des résultats n'est autorisée au titulaire.

### **13.8 - Garanties spécifiques**

Au-delà des garanties prévues à l'article 48.4.2 du CCAG, le titulaire garantit qu'il informera immédiatement le maître d'ouvrage de toute difficulté liée aux droits de propriété intellectuelle

### **13.9 - Cas de la sous-traitance**

Le titulaire s'assure que ses sous-traitants éventuels :

- ▶ Cèdent leurs droits dans les mêmes conditions que le présent article
- ▶ Respectent les obligations de confidentialité

## ARTICLE 14 - REEXAMEN DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché pourront être modifiées en cours d'exécution selon les modalités précisées ci-dessous.

### 14.1 - Remplacement du titulaire en cours d'exécution du marché

La cession totale du marché est subordonnée à une demande préalable du Titulaire au pouvoir adjudicateur et donne lieu à une autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Ce remplacement peut intervenir à l'initiative du Titulaire après accord du Maître d'ouvrage dans les hypothèses suivantes :

- ▶ Cessation d'activité,
- ▶ Cession de contrat,

Le maître d'ouvrage accepte le remplaçant proposé après avoir vérifié que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique et après s'être assuré que les capacités professionnelles, techniques et financières produites selon les mêmes modalités que celles prévues pour le Titulaire sont suffisantes.

Le remplaçant désigné est entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du marché et s'engage à reprendre intégralement l'exécution de toutes les obligations en découlant.

Si le marché initial a donné lieu au versement d'une avance et à la constitution d'une garantie bancaire à première demande de même montant, le remplaçant devra également fournir une garantie à première demande pour un montant correspondant à la part de l'avance non encore remboursée à la date du remplacement.

La substitution ne pourra pas donner lieu à d'autres modifications du marché.

Le remplaçant proposé pourra être, en cas de groupement, l'un de ses membres.

En cas de groupement, la substitution est subordonnée également à l'accord de l'ensemble de ses membres. En cas de refus du Maître d'ouvrage de la substitution, la défaillance du cocontractant emporte la mise en œuvre de la solidarité des autres membres en cas de groupement solidaire, ou la résiliation de la part non exécutée du cocontractant défaillant en cas de groupement conjoint.

En complément des dispositions de l'article 57.2.3 du CCAG Travaux, la résiliation du marché du fait du refus des opérateurs économiques d'en poursuivre l'exécution dans le cadre d'un groupement réduit, n'ouvre pas droit à indemnisation.

Si la substitution vise le mandataire d'un groupement, le groupement réduit désigne un nouveau mandataire parmi ses membres.

A défaut de toute désignation, le cocontractant cité en 2ème position dans l'acte d'engagement du marché devient le nouveau mandataire du groupement.

Toutefois en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution du marché avec le groupement réduit et de prononcer la résiliation du marché sans faute et sans droit à indemnité.

Ces modalités de substitution s'appliquent également au cas de défaillance du mandataire dans sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

#### **14.2 - Evolution négative des index de référence pour le calcul du coefficient de révision des prix du marché**

Sans objet

#### **14.3 - Disparition d'un indice de révision des prix**

Sans objet

#### **14.4 - Protocole transactionnel**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être adapté, ou faire l'objet de modifications, après son attribution, lorsque ces modifications constituent, objectivement, un mode de règlement transactionnel, emportant des renoncations réciproques de la part des deux parties, en vue de mettre un terme à un litige, dont l'issue est incertaine, né des difficultés auxquelles se heurte l'exécution de ce marché.

#### **14.5 - Prestations supplémentaires devenues nécessaires à la réalisation de l'objet du marché suite à la découverte de pollution dans les terres à excaver**

En cas :

- ▶ De découverte en cours de chantier de terres polluées, n'ayant pas été diagnostiquées avant le démarrage des travaux et donc n'ayant pas fait l'objet d'un chiffrage par le Titulaire,
- ▶ De découverte d'un volume de terres polluées supérieur au volume estimé dans le détail estimatif,
- ▶ De découverte de déchets dangereux,

Les prestations supplémentaires devenues nécessaires, consécutives à ces découvertes, feront l'objet d'une rémunération complémentaire au profit du Titulaire.

Ces prestations supplémentaires seront réglées au vu des justificatifs produits par le Titulaire, par référence aux prix du marché et, pour celles pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, par application des dispositions de l'article 13 du CCAG-travaux.

L'exécution de ces prestations est subordonnée à une décision du Maître d'ouvrage notifiée par voie d'ordre de service. Ces prestations supplémentaires ne pourront pas conduire à une modification substantielle du marché.

### **ARTICLE 15 - RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL**

#### **15.1 - Lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs**

##### 15.1.1 - Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### 15.1.2 - Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au Maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.
- 

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

### 15.1.3 - Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés sur le chantier, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 10.3.

## 15.2 - Lutte contre le travail illégal et la sous-traitance occulte

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par le Maître d'ouvrage, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin et la sous-traitance occulte, le Titulaire s'assure, pendant la durée du marché, que les personnes intervenant pour son compte satisfont aux exigences définies à l'article L.8221-3 du Code du Travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'activité. Il s'assure également pendant toute la durée du marché que les personnes satisfont aux exigences définies à l'article L. 8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'emploi. Pour ce faire, il vérifie pendant la durée du marché la régularité de la situation des travailleurs salariés présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en sorte que ces personnels soient en mesure de présenter, à toute réquisition formulée par les représentants du Maître d'ouvrage, un document attestant de la qualité de salarié, ce document pouvant prendre la forme d'une "carte de salarié" infalsifiable.

En cas de manquement à ces règles, le Maître d'ouvrage adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures.

En l'absence de preuve de régularisation de la situation par le Titulaire dans les 8 jours à compter de la mise en demeure, il encourt la pénalité visée à l'article 10.4 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Le Maître d'ouvrage informe par ailleurs l'Inspection du Travail. A défaut de preuve de régularisation dans les 6 mois à compter de la mise en demeure, le marché sera résilié aux frais et risques du Titulaire.

Le titulaire devra également remettre dans un délai de quinze jours à compter de la notification et lors des éventuelles modifications, la liste nominative des salariés étrangers employés sur le territoire national pour l'exécution du marché, conformément aux dispositions des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de séjour.

Le titulaire devra également transmettre au Maître d'Ouvrage sur demande expresse de celui-ci, une attestation sur l'honneur garantissant que le pays d'origine de la main d'œuvre étrangère a intégré les 8 conventions visées à l'article 6.1 du CCAG, ou à défaut, une attestation sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter pour cette main d'œuvre les dites conventions.

### **15.3 - Obligation du titulaire en termes d'hébergement de ses salariés**

Le titulaire doit assurer à ses salariés des conditions collectives d'hébergement compatibles avec la dignité humaine.

Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance assurent également à leurs salariés des conditions d'hébergement compatibles avec la dignité humaine.

En cas de non-respect de cette obligation et nonobstant la sanction pénale encourue en application de l'article 225-14 du code pénal, si dans un délai de 24 heures à compter de l'injonction qui lui est faite par le Maître d'ouvrage de faire cesser cette infraction, le titulaire ne prend pas les mesures nécessaires, il encourt la pénalité visée à l'article 10.6.

### **15.4 - Justificatifs fiscaux et sociaux à produire en cours d'exécution du marché**

Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, les justificatifs fiscaux et sociaux requis en application du code du travail (article D 8222-5 pour les candidats établis en France, ou D 8222-7 pour les candidats établis à l'étranger) doivent être transmis par le titulaire retenu avant signature du marché, et après signature du marché tous les 6 mois à compter de la date de sa notification par le maître d'ouvrage jusqu'à la fin de son exécution, sans que le Maître d'ouvrage n'ait à en faire la demande à l'Entrepreneur.

Le titulaire s'assure également de la production par ses sous-traitants quel que soit leur rang, des justificatifs fiscaux et sociaux précités chaque fois que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 5 000 euros HT. Il s'engage à communiquer ces justificatifs sur simple demande du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 16 - RESILIATION**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux, le marché peut également être résilié pour faute du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 17 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

En application de l'article 1.2 du CCAG Travaux 2021, les stipulations du présent CCAP dérogent aux articles suivants du CCAG :

- L'article 2.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles
- L'article 4.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG ajoutant que l'absence de transmission au titulaire de de toute justification pour les OS entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant ne peut pas justifier un refus d'exécution de la part du titulaire.
- L'article 8.3.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG définissant les modalités d'établissement du Décompte Général et Définitif en cas de carence de Rennes Métropole.
- L'article 11.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.4 du CCAG ajoutant une obligation d'information du Maître d'ouvrage en cas de dépassement du montant estimatif des travaux.
- L'article 11.3 du présent CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG en prévoyant une durée de garantie de deux ans.
- L'article 12.3 du présent CCAP déroge à l'article 50.3.1 du CCAG ajoutant un nouveau cas de résiliation.
- L'article 12.5 du présent CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG ajoutant que les attestations doivent être fournies avant la signature du marché.